

Nul n'aurait pu mieux l'exposer; nul n'aurait pu l'énoncer plus clairement. Cette déclaration, quelle qu'ait pu être la nature des événements au Moyen-Orient, a créé la désunion en certaines parties du Commonwealth. Depuis, nous avons vu, du côté ministériel, comme jamais nous ne l'avions vu auparavant, toute une suite de députés parler avec émotion du Commonwealth. Pour notre part, nous avons foi dans une politique canadienne; mais nous ne pensons pas que la politique canadienne doit consister à adresser des remarques désobligeantes aux dirigeants de la France et de la Grande-Bretagne et à les ranger dans la même catégorie que Hitler, Mussolini, Boulganine et Khrouchtchev. Le 27 novembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a désapprouvé le bavardage et recommandé la réflexion. Je lui réadresse ces paroles ainsi qu'à ceux avec qui il est associé.

La situation est telle que nous avons droit à des renseignements. Ceux qu'on nous a fournis aujourd'hui ne répondent pas aux questions posées. Les réponses qu'on nous a données ont été sélectives. Nous voulons connaître la situation véritable. On ne nous a rien dit de ce qu'aujourd'hui les administrateurs civils égyptiens entrent à Gaza, le président Nasser ayant exigé qu'on mette fin tout de suite à la régie de cette zone litigieuse par les Nations Unies. On ne nous a rien dit de l'apparition d'un gouvernement qui signifie la fin de la tentative, par les Nations Unies, d'instituer leur propre administration civile. Nous n'avons pas non plus entendu la réponse au communiqué, amplifié par la répétition dans les nouvelles de diverses agences de presse, voulant que le général Burns soit désorienté par les vagues directives du quartier général des Nations Unies qui laissaient entendre qu'il pouvait administrer l'enclave sans l'Égypte pendant quelque temps après l'avoir reprise d'Israël.

Combien de temps le général Burns restera-t-il là? Quels sont les projets à cet égard? Pourquoi nous a-t-on caché ce renseignement? Je demande aussi s'il est vrai que la réaffirmation des droits de l'Égypte sur Gaza par Nasser a obligé les Nations Unies à capituler, comme le prétend ce matin le *Times*, de New-York. S'il en est ainsi, à quoi rime le présent débat?

Si M. Nasser peut une fois de plus affirmer ce qui répond à sa propre volonté et ce qui prouve son mépris pour les vœux des Nations Unies, pourquoi nous raconter que la paix est assurée? Pourquoi affirmer que ce qui s'est passé a empêché un conflit mondial? Si tout cela est vrai, tout ce qui se passe depuis des mois c'est que Nasser a

"dégringolé" de pouvoir en pouvoir, si bien qu'il peut aujourd'hui attaquer l'intégrité territoriale d'Israël et réaliser les pires menaces qu'il ait proférées jusqu'ici. Tout récemment encore il déclarait, comme l'a rapporté une agence de presse, que son but est encore de détruire Israël. Qu'est-ce qui l'en empêchera lorsque les forces de l'ONU se seront retirées? Qui s'opposera à lui? Voilà des questions auxquelles il faut répondre, qui touchent à la vie même des Canadiens qui sont là-bas. Leurs familles ont le droit de savoir dans quel péril ils se trouveront à la suite de ce qui se passe.

Il ne s'agit plus d'une question oiseuse. Un homme sur cinq, de ce contingent, est Canadien. Un autre détachement vient d'arriver. Un ministre a dit que ces hommes ne savent pas où ils vont mais qu'ils sont en route, un autre nous dit qu'ils sont là par suite d'un plan. Sont-ils en péril? Quelle est la situation là-bas? Selon le ministère, que fera-t-on si Nasser leur dit demain: "Allez-vous-en!" Que fera-t-on alors?

Mon honorable ami a beau rire, ce sont là des questions auxquelles nous avons le droit d'exiger réponse. En fait, la pensée collective de ce cabinet, si l'on en juge par les réponses qu'il nous a données depuis quelques jours, trahit une absence de directives, de la confusion entre les ministres et, sauf l'optimiste expression d'un espoir de paix, une ignorance complète de la situation au Moyen-Orient chez tous les ministres. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a fait un long et brillant discours. Certes, il sait tourner une phrase. Mais qu'on scrute ce discours et qu'on essaye d'y trouver la réponse à la question qui est au fond du présent débat, c'est-à-dire à quel moment la force des Nations Unies doit se retirer. Devra-t-elle s'en aller quand le dictateur le lui ordonnera? Et si elle s'y refuse à ce moment-là, quels sont les plans pour l'avenir? C'était intéressant de voir à quel point le ministre a été délicieusement vague sur ce point. Il a dit que M. Hamarskjold part demain pour le Moyen-Orient et que nous ne devons rien faire qui soit de nature à l'empêcher de réussir dans sa mission.

En quoi nuirions-nous au succès de la mission? Faut-il que tout se fasse dans le silence? N'est-il pas vrai que bien des marchés se sont conclus, semble-t-il, en dehors des Nations Unies, entre des pays qui promettaient une chose à Israël et autre chose à l'Égypte? N'est-il pas vrai que cela plus que tout autre chose est à l'origine de l'incertitude et des dangers que court actuellement la paix?